



COMPTE RENDU DES CSA 1er DEGRÉ (30 MARS & 7 AVRIL 2026)

Défendre les personnels, exiger des réponses, construire l'avenir

Fidèle à son engagement pour le respect du calendrier du mouvement intra-départemental et pour faire entendre les réalités du terrain, la **CGT Éduc'action** a siégé lors de ces deux instances cruciales.

DÉCLARATION LIMINAIRE (7 AVRIL 2026) : NOS VALEURS ET NOS EXIGENCES

Lors de la séance du 7 avril, la CGT a rappelé les enjeux de solidarité et d'égalité dans un contexte de tensions locales.

- **Refus de l'austérité** : Nous dénonçons une politique budgétaire nationale qui supprime des emplois malgré des besoins croissants.
- **Urgence sociale** : Exigence d'une indexation salariale augmentée, de la déconjugalisation de l'ISG et de la mise en place de l'IRCANTEC pour tous les personnels.
- **Protection des personnels** : Plan de formation et de titularisation massif pour les non-titulaires.

CARTE SCOLAIRE : UN BILAN EN TROMPE-L'ŒIL

Le Rectorat affiche un solde de +82 postes pour la rentrée 2026. Pour la CGT, ce n'est qu'un jeu de chaises musicales sur un bâti saturé.

- **Manque de salles** : Créer des postes sans murs ne résout rien. Nous dénonçons le retard des constructions scolaires et l'abandon républicain qui force la cohabitation de deux classes dans une seule salle.
- **Réalité démographique** : +1 468 élèves constatés à la rentrée 2025 pour une prévision de +1 105. L'administration continue de sous-évaluer les besoins réels.

QUESTIONS DIVERSES : LES RÉPONSES DU RECTORAT (30 MARS 2026)

Voici le détail exhaustif des questions portées par la CGT et les réponses obtenues lors de la séance du 30 mars.

Surcharge et Effectifs

- **Saturation des classes** : Face au dépassement des prévisions, quelles mesures d'urgence ? Le Rectorat renvoie la responsabilité du matériel et des locaux aux maires.
- **Classes itinérantes** : 13 classes existent, et 25 sont prévues en plus pour l'intégration en milieu ordinaire.
- **Enfants hors système** : Le Rectorat conteste la méthode de calcul du nombre d'enfants non scolarisés.

- **Co-enseignement** : En cas d'absence du binôme, le directeur est responsable jusqu'au remplacement.

Bâti, Hygiène et Sécurité

- **Fin de la rotation** : Pas de calendrier précis disponible par commune ; transfert vers la maîtrise d'ouvrage et aides à la conception foncière.
- **Accès à l'eau potable** : Pas de réponse du Rectorat sur l'état des lieux pour 2026. L'administration a acheté des cuves, mais les contrôles incombent aux communes.
- **Sécurité et Normes** : Pas de réponse sur les budgets cycloniques ni sur l'entretien des cuves. L'administration affirme que les écoles sont conformes aux normes ERP.

Personnels et Carrière

- **Contractuels** : Formations assurées en circonscription et préparation au CRPE le samedi au Lycée de Dembéni pour environ 80 collègues.
- **Indexation et CLM** : Le Rectorat confirme appliquer la loi concernant la réduction d'indexation en congé longue maladie.
- **Postes AESH** : 350 AESH sur le territoire, mais les mesures d'affectation pour 2026 ne sont pas encore arrêtées.
- **I-Prof** : Un retard important à rattraper depuis septembre 2025. Une pleine correspondance entre les formations suivies et I-Prof est visée pour 2026-2027.

Justice Sociale et Mobilité

- **Restauration** : Pas d'actions nouvelles pour la couverture en cantines.
- **Fonds social** : Il n'existe pas de fonds social pour le 1er degré.
- **Petit déjeuner** : 31 374 petits déjeuners servis en octobre sur 95 écoles.
- **Mobilité inter-degrés** : Pas de règles de droit basées sur le nombre de refus de détachement ; cela dépend des besoins et de l'avis des inspecteurs.

AVANCÉES SYNDICALES : LES GROUPES DE TRAVAIL (GT) OBTENUS

À la demande de la **CGT Educ'action**, l'ouverture de plusieurs groupes de travail a été actée pour traiter les urgences du terrain :

1. **GT Hygiène** : Sur l'état alarmant des sanitaires dans les écoles et établissements.
2. **GT Non-titulaires** : Pour sécuriser les parcours et les droits des personnels contractuels.
3. **GT Laïcité** : Pour reculer les stigmatisations et construire une école plus juste et inclusive.

Pour la CGT Educ'action Mayotte, siéger n'est pas consentir, c'est agir pour obtenir des réponses et des droits !

Vos élus au CSA : Bruno DEZILE & Sarah MARTIN.

